Ville de Port-de-Bouc

Conseil Municipal du 4 avril 2017

La séance du Conseil Municipal de la Mairie de Port de Bouc est ouverte dans les formes réglementaires à 18 heures, sous la présidence de Madame Patricia FERNANDEZ-PÉDINIELLI, Maire de Port de Bouc.

Madame le Maire procède à l'appel nominal.

25 présents : FERNANDEZ-PÉDINIELLI Patricia, SANTORU-JOLY Evelyne, DEPAGNE Marc, CERBONI Rosalba, BELSOLA Laurent, GIOVANELLI Béatrice, GUIRAMAND Patrick, MALARET Monique, PHILIPPE Louis, SIRAT Boulenouar, GIORGETTI René, SANTIAGO Michel, TALBI Mehdi, NOUGUE Alain, GALLINA Martine, DOMINI Chérifa, MULLER Martine, DI CESARE Stéphanie, MICHEL Christiane, TETIENNE-CASANO Corinne, PINET Gérald, PEPE Virginie, DIDERO Stéphane, REBBADJ Saler, GIANNANTONI Jean-Christophe.

6 Absents avec procuration : CHAPELLE Patrice, TORRES Christian, LADJAL Mériem, CORTES Isabelle, SAADAOUI Amar, BERNEX Claude.

2 absents excusés : LACHAUD Dominique, DINI Manon.

Le quorum est atteint, la séance du Conseil Municipal est ouverte.

Madame le Maire désigne comme **secrétaire de séance Martine Gallina**, qui accepte de prendre cette responsabilité.

Mme le Maire.- Il n'y a pas de compte rendu à valider puisque le temps imparti est trop court. On validera les deux comptes rendus lors du prochain conseil municipal.

Ce soir deux questions à l'ordre du jour : le vote des taux, et l'état des cessions et acquisitions immobilières et deux adresses au conseil municipal.

1/ VOTE DES TAUX D'IMPOSITIONS D'IMPOSITION 2017

Rapporteur : Madame le Maire

Mme le Maire.- Nous avons reçu les notifications de l'Etat. Vous avez le tableau : pour la taxe d'habitation, les bases prévisionnelles sont de 15 327 000 euros, pour la taxe foncière bâtie 14 283 000 euros, pour la taxe foncière non bâtie 83 200 euros. La proposition qui avait été débattue en Débat d'Orientation Budgétaire, était de maintenir le taux d'imposition locale, pour la TH 16,50 %, pour la TFB 33,90 %, pour la TFNB 32,20 %. Vous avez les produits attendus pour 2017 pour un total de 7 397 682 euros, et par rapport à ce que nous avons inscrits au BP, les services ont été très proches des prévisions puisqu'elles sont à revoir à la hausse de 19 682 euros. La proposition d'aujourd'hui est d'adopter les taux constants et ensuite au prochain conseil municipal on réajustera le budget prévisionnel pour un montant de 19 682 euros.

Y a-t-il des remarques ?

Qui est pour ? La majorité.

Qui est contre ? Monsieur Giannantoni et Monsieur Bernex
par procuration.

Qui s'abstient ? L'ensemble des élus de l'opposition.

Le rapport N°1 est approuvé par la majorité.

**Contre, Monsieur Giannantoni et Monsieur Bernex
par procuration.**

Abstention de l'ensemble de l'opposition.

2/ ETAT DES CESSIONS ET ACQUISITIONS IMMOBILIERE - ANNEE 2016

Rapporteur : Béatrice Giovanelli (lecture du rapport).

Mme le Maire. - Cela concerne essentiellement notre opération des Berges du Canal. Nous nous étions engagés à faire un crédit pour acheter le foncier afin de le revendre aux habitants et comme vous avez pu le constater, nous en sommes à une rentrée de plus de 500 000 euros.

Y a-t-il des remarques ?

Mme PEPE. - Il y a une erreur qui s'est glissée dans le tableau, le dernier acquéreur, Madame SEPTE GERMAIN. Apparemment Cela fait 133 euros au lieu de 120 euros, y a-t-il eu une augmentation ? Car pour une surface de 27m² cela ne peut pas faire 3600 euros.

Eric SIMITSIDIS. - C'est une erreur dans la surface.

Mme PEPE. - Ou bien l'erreur est dans la surface ou bien c'est au niveau du prix.

Mme le Maire. - En effet. La somme doit être exacte.

Mme PEPE. - Non, elle est exacte si la surface est de 30m² et fausse si elle est de 27 m².

Mme le Maire. - Comme elle supporte une construction, je ne pense pas qu'il y ait une construction de 27 m².

Eric SIMITSIDIS. - Tout à fait.

Mme le Maire. - Que faisons-nous alors ? On ne peut pas approuver un tableau avec une erreur.

Eric SIMITSIDIS. - Sous réserve on va corriger la surface et on vous donnera l'information.

Mme le Maire. - D'accord, donc la proposition qui est faite au conseil municipal est de valider l'ensemble du tableau sous réserve de la dernière ligne, à vérifier, que l'on repassera en information au prochain conseil municipal.

Donc la proposition que je vous formule est : Etes-vous pour valider l'ensemble du tableau « état des cessions et acquisitions immobilières » à l'exception de la dernière ligne ?

Merci de nous avoir signalé cette erreur.

Y a-t-il d'autres remarques ?

Qui est pour ? La majorité, Monsieur Pinet, le groupe de Madame Pepe.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ? Le groupe de Monsieur Didero,

Monsieur Giannantoni et Monsieur Bernex par procuration.

Le rapport N°2 est approuvé par la majorité, Monsieur Pinet, le groupe de Madame Pepe.

Abstention du groupe de Monsieur Didero, Monsieur Giannantoni et Monsieur Bernex par procuration.

PREMIERE ADRESSE AU CONSEIL MUNICIPAL.

Mme Santoru-Joly. - Cette adresse est relative à la menace de fermeture pesant sur notre centre de sécurité sociale. Sous prétexte d'économie et de centralisation, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie veut vendre ses locaux Port de Boucains.

Vous connaissez toutes et tous la belle histoire de la Sécurité sociale et son héritage.

Le film « La sociale » qui est passé à Port de Bouc, a permis à beaucoup d'entre nous et notamment à la nouvelle génération d'en connaître les fondamentaux.

Permettez-moi, de revenir tout de même sur des étapes décisives et importantes de sa création pour souligner la nécessité de conserver notre centre.

Militant syndical, membre du Parti communiste, ministre de 1945 à 47, Ambroise Croizat fut le principal instigateur de la Sécurité Sociale en France, l'un de ceux qui ont institué les conventions collectives, le système des retraites, les comités d'entreprise, la médecine du travail...tous ces "conquis sociaux" que les libéraux de tout bord s'emploient à détruire par tous les moyens depuis des années. D'ailleurs dès 1960, c'est le Général De Gaulle

qui par ordonnance a restreint les remboursements et la participation des ayant-droits.

Dès 1944, le Conseil National de la Résistance annonce le principe d'un plan complet de Sécurité sociale visant à « assurer à tous les citoyens des moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail [...] ».

Je souhaite citer pour montrer les enjeux un extrait de l'ordonnance du 04/10/1945 :

" La sécurité sociale est la garantie donnée à chacun qu'en toutes circonstances il disposera des moyens nécessaires pour assurer sa subsistance et celle de sa famille dans des conditions décentes. Trouvant sa justification dans un souci élémentaire de justice sociale, elle répond à la préoccupation de débarrasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain, de cette incertitude constante qui crée chez eux un sentiment d'infériorité et qui est la base réelle et profonde de la distinction des classes entre les possédants sûrs d'eux-mêmes et de leur avenir et les travailleurs sur qui pèse, à tout moment, la menace de la misère. "

Sachez que le système d'assurance maladie français est plébiscité. 84 % des Français considèrent que c'est un bon système ! La même proportion de sondés (84 %) jugent ce système « meilleur ~~茅~~ que celui des autres pays. En France, nul besoin d'avoir une carte bancaire sur soi pour être pris en charge ou encore opéré en urgence malgré les reculs en matière de déremboursements de médicaments ou les attaques contre.

Cette formidable conquête sociale s'est appuyée sur les luttes menées par les travailleurs. D'ailleurs à Port de Bouc comme dans de nombreuses communes, ce sont les travailleurs avec leur syndicat CGT qui, après-guerre, ont construit et tenu la caisse locale de la sécurité sociale.

Rappelant tout cela, la démonstration est faite que **la Sécurité sociale appartient aux usagers et ayants droits, et qu'elle doit rester un service public de proximité avec un accueil humain** facilité par les nouvelles technologies numériques et non le contraire !!

Dans chaque ville, dans chaque village, à proximité des usagers, ce qui est devenu un véritable service public est le bien commun de tous les citoyens.

Le centre de Port de Bouc appartient à la Population et doit rester à Port de bouc !

Hier, nous devions recevoir avec Madame le Maire, le directeur départemental de l'accueil des centres, car alertées par des salariés du centre sur sa fermeture pour début mai, nous avons demandé à le recevoir une nouvelle fois.

Au dernier moment, le directeur a décommandé cette réunion.

Un rassemblement s'est néanmoins tenu avec la participation de plus de 150 de nos concitoyens.

Sur la proposition du directeur et sans concertation, malgré les engagements pris, le conseil de la CPAM a voté (sauf la CGT) la transformation de l'accueil en une permanence ouverte 2 jours par semaine.

Cette restructuration obligera les usagers à se déplacer dans une autre commune ou de gérer sa demande par internet et des agents domiciliés à Port de Bouc seront mutés ailleurs.

D'autres centres comme à Miramas, Tarascon, Berres, Septème les Vallons et des quartiers de Marseille et d'Aix en Provence sont concernés par cette restructuration.

Cette régression du Service Public est inacceptable, les Port de Boucain-es ont le droit à un véritable accueil humain et de proximité avec des agents en nombre suffisant.

Nous sommes tous concernés. En nous rassemblant, nous avons déjà réussi à garder notre commissariat et la permanence de la CAF. Mobilisons-nous pour faire respecter notre droit.

A l'heure où des candidats aux présidentielles s'apprêtent à la dépecer, la sécurité sociale est au cœur des enjeux de notre société. Il s'agit de savoir quelle société nous souhaitons.

Ainsi, la principale proposition de François Fillon, candidat de l'opposition Les Républicains et de l'UDI, vise à séparer le "petit risque" - qui ne serait plus remboursé - du "gros risque", fait office d'épouvantail. Pour les Français, les acquis ne peuvent être bradés. Fillon devra revoir sa copie car elle cristallise tous les rejets.

Quant à Emmanuel Macron, malgré ses discours démagogiques, c'est bien la retraite par répartition qu'il veut livrer aux assurances privées.

Marine Le Pen, elle, balaie d'un revers de main avec sa préférence nationale des centaines de milliers de familles qui pourtant cotisent et participent à la création de richesses dans notre pays.

Ces trois-là remettent en cause l'universalité de la sécurité sociale.

A l'opposé, il s'agit pour nous aujourd'hui, de non seulement maintenir ce qui est mais de reconquérir ce droit, cette dignité, de maintenir ce système solidaire en l'élargissant, en le modernisant.

Une sécurité sociale solidaire, universelle, unique, financée par des cotisations et une mise à contribution des revenus financiers est une vraie idée d'avenir et non rétrograde.

Le financement dynamique par la cotisation et l'application de l'égalité salariale, le contrôle par des conseils d'administration élus au suffrage universel des ayants-droit, le remboursement à 100% des soins en constituent les principaux axes. Un seul candidat à la présidentielles, celui que nous soutenons, propose.

Puisque j'ai parlé des autres, je vais parler de celui que nous soutenons.

Pour ce qui nous concerne, les élu-e-s communistes et partenaires, nous comptons bien poursuivre la mobilisation en faisant signer la pétition, à l'image de ce que nous avons fait pour le commissariat et les effectifs de police nationale.

Uni-e-s et rassemblé-e-s, élu-e-s, collectifs des usager-e-s, et citoyen-ne-s nous avons la force de sauver notre centre de sécurité sociale.

Je vous remercie de votre attention.

Mme le Maire. - Le temps qui nous était imparti ne nous permettait pas de faire une motion parce qu'il aurait fallu que nous vous fassions passer le texte, que nous en discussions afin de pouvoir le faire transmettre en préfecture.

Cela dit, l'actualité nous amènera à continuer de travailler cette question et il nous semblait important de livrer à notre conseil municipal tous ces éléments car effectivement l'actualité est brûlante et l'analyse est toujours nécessaire dans des moments pareils.

Bien y a-t-il quand même un débat qui veut s'ouvrir sur cette question ?

En tout cas je te remercie Evelyne pour cet exposé complet qui replace bien les circonstances de notre lutte sur Port de Bouc car ce n'est pas simplement d'un centre de proximité dont nous avons besoin, c'est un service de proximité qui porte tout cela.

A mon tour, je voulais vous faire une information.

DEUXIEME ADRESSE AU CONSEIL MUNICIPAL

Vous l'avez peut-être vu à Maritima. J'ai été sollicitée par les salariés d'Endel mercredi 29 mars. Il faut savoir que dans cette société travaille une vingtaine de Port de Boucains.

Avec leur syndicat CGT, ils m'ont demandé audience après 15 jours de grève, au moment où malheureusement ils avaient l'impression que plus rien n'avancait. Ils commençaient à être un petit peu désespérés car ils ont fait l'objet, notamment les salariés les plus responsables, d'atteintes personnelles avec des traductions devant les tribunaux. Cela nous a rappelé des moments assez dramatiques où dans d'autres entreprises on appelait délinquant, un salarié qui essayait de rattraper un DRH et qui par mégarde a déchiré sa chemise.

Là on a tenté d'essayer de montrer que ces salariés pouvaient peut-être, être des gens irresponsables qui empêchaient l'économie du bassin d'emplois de se développer. A cela, ils ont insisté pour que l'on vienne constater leur mouvement. Ils faisaient grève devant leur entreprise, ils sont allés aux portes d'Arcelor et ont bloqué les camions qui les concernaient. En aucun cas ils ont bloqué toute l'activité des entreprises pour lesquelles ils travaillaient (Arcelor, Ascométal ou autres). Vous connaissez peut-être aussi bien que moi la situation.

Bien sûr, le tribunal a débouté puisque non seulement leur lutte a été exemplaire mais ils ont même protégé l'outil de

travail comme tous salariés responsables qui ne demandaient en fait que deux choses.

La société faisant un peu plus de 17 millions de bénéfice, (pas de chiffre d'affaire) alors qu'il était prévu qu'il y ait quelques revalorisations de salaire pour les cadres, les salariés en étaient écartés. Donc diviser l'ensemble des travailleurs d'une même entreprise de cette manière, ce n'est d'abord pas juste et pas intègre. 17 millions de bénéfice... ils étaient partis sur une revendication d'une augmentation de 30 euros mensuels, ce qui correspond à moins de 65 000 euros sur ces 17 millions de bénéfice. C'était particulièrement raisonnable. Alors me direz-vous pourquoi sont-ils partis en grève ?

C'est en fait une négociation à l'échelle du pays, pour toutes les sites Endel, afin que les ouvriers, tous les salariés puissent bénéficier aussi de la valorisation de leur travail et tout le monde reconnaît leurs compétences, Arcelor, Ascométal en premier, puisqu'ils ont encore et toujours du travail auprès d'eux. Ce sont aussi des salariés qui sont susceptibles de travailler pour l'industrie aéronautique, l'aérospatiale, le nucléaire ou bien chez nous dans la pétrochimie, la sidérurgie... Les compétences sont avérées. Si l'entreprise a si bonne presse, c'est parce que l'ensemble des travailleurs, au niveau de l'encadrement, de la direction ou bien des salariés, participe à la qualité et au développement de cette entreprise. Mais ces derniers temps, ils sont « managés » d'une façon assez sauvage, certains sont mis à l'écart, sans savoir pourquoi, de l'embauche du matin, ils attendent d'être pris dans le camion où ils ne le sont pas... et puis tout est très individualisé, tout est parcellisé, et de pire en pire, l'équipe souffre. Chacun souffrait dans son coin et grâce à cette lutte, ils ont pu prendre le temps de se parler et de se dire, certes nous voulons cette revalorisation de salaire car nous avons contribué à la richesse de l'entreprise mais ce que nous re-

cherchons le plus, c'est de la reconnaissance, c'est-à-dire tout simplement que l'on garde notre dignité de salariés faisant leur travail correctement.

J'ai été très émue au point d'en parler au conseil municipal parce qu'il y a souvent des luttes, il y a des luttes pour cette reconnaissance salariale mais là il s'agit aussi d'une reconnaissance de la dignité humaine au travail. Et on se sentait revenir en arrière. Quand je les entendais parler, j'imaginai les dockers courir après la pièce tombée par terre pour aller chercher l'embauche. Cela m'a énormément émue et je me suis dit que, leur combat est notre combat. Demain ou encore aujourd'hui, nous avons encore des enfants sur le marché du travail, comment vont-ils être traités ? Et puis de suite, je me suis souvenue de ces confidences de jeunes qu'on reçoit beaucoup, que ce soit Amar, Evelyne, moi ou tous les élus ici présents. Ils nous confient que dans leurs missions intérimaires, quand ils sont compétents, ils sont reconduits mais avec la loi française jusqu'à présent (quand Evelyne, tout à l'heure tu parlais de la loi Macron avec l'inversion des normes et les accords non plus de branches mais d'entreprises qui vont prévaloir), je ne sais pas ce que cela va donner mais déjà aujourd'hui on est en train de leur dire « cela fait déjà plusieurs contrats que vous faites avec cette même entreprise et on ne va pas vous embaucher. Donc est-ce que vous acceptez de passer sur une autre entreprise... en attendant vous allez perdre 120, 150 euros... mais c'est ça où on ne vous garde pas... ». C'est du chantage !

Je trouvais que c'était important de vous de le dire, bien évidemment avec mes autres collègues élus, que ce soit le maire de Fos sur Mer qui a été interpellé car Endel étant sur le territoire de Fos (Endel nous ne l'avons plus puisque maintenant ce sont les ateliers des services techniques de la ville). On a gardé des contacts, nous avons interpellé la direction et j'ai reçu un courrier fort intéressant qui nous dit que, suite aux échanges

et aux accords qu'ils ont passés à travers toute la France, la direction locale d'Endel a considéré que les salariés comme les représentants du personnel et des syndicats, avaient formulé des propositions intéressantes. Après avoir étudié soigneusement les revendications qui ont été formulées, il s'avère que certaines d'entre elles figurent dans la politique salariale que la direction d'Endel a annoncé le 21 mars 2017, mettre en application avec effet rétroactif au premier janvier 2017.

Non seulement ils ont gagné cette dignité à être reconnus, à être chacun reconnu sous un même statut, et il n'y aura plus « ce harcèlement » individuel au moment de l'embauche. Non seulement ils ont soudé leur groupe dans la lutte en disant « si un d'entre nous tombe, on tombera tous, si un d'entre nous souffre, on ira tous par solidarité, plus personne un pour tous mais tous pour un à partir de maintenant » et la direction leur reconnaît des droits qu'ils avaient mais qu'ils avaient perdu. La direction locale maintenant va se faire force d'appliquer. C'est très fort mais cela veut dire aussi que salarialement finalement, ils vont déboucher sur quelque chose de bien mieux au niveau des primes. Donc la lutte paie. Dans des moments aussi compliqués où on assiste ça et là, à des menaces de disparitions de l'industrie sur notre bassin d'emplois en nous prônant le Tout Tourisme, les salariés font la démonstration que l'industrie non seulement a de l'avenir. Les salariés ont des idées y compris sur leur outil de travail pour le perfectionner, pour rendre les entreprises encore plus propres, encore plus performantes avec des salariés mieux formés et amoureux de leur outil de travail, de leur compétence pour les mettre à ce service. Cela me fait penser à ce parallèle que tu faisais avec les services publics que tu nommais tout à l'heure Evelyne, avec nos luttes de l'année dernière si fortes et si importantes pour maintenir tous les services publics auxquels je rajouterai la SNCF, les guichetiers que nous avons conservés,

la présence humaine est si importante. Je viens d'un rendez-vous avec le DGS en présence de l'hôpital de Martigues qui nous disait à quel point c'était compliqué pour eux de mettre en place le GHT, le Groupement Hospitalier de Territoire (Nous en avons parlé à l'occasion de notre motion sur le cancer pédiatrique) et à quel point ils sont inquiets. Mais ils mettent toutes leurs compétences, tout leur amour du service public. On entend toujours cela.

Je tenais à saluer tous ces salariés du public que je viens de recevoir encore une fois sur l'hôpital pour un projet dont je vous parlerai peut être dans le futur, un futur conseil, ainsi que tous les salariés du privé qui osent et lèvent la tête et le gant. Oui, notre bassin a un avenir industriel, oui, la compétence est là et oui il faut le favoriser et arrêter d'opposer tourisme et industrie.

Avec la préparation de 2013, Marseille Provence capitale de la culture, nous avons fait la démonstration à Port de Bouc, dès septembre 2012 que l'industrie, la culture et le tourisme pouvaient se marier, qu'il y avait des choses importantes à faire et qu'effectivement on ne fait peut-être pas le même tourisme que sur la Côte d'Azur, à Deauville. Peut-être qu'on peut faire un tourisme intéressant, que ce soit dans cette petite ville de pêcheurs en Bretagne qui pêchent la sardine de l'Atlantique, que ce soit ces villes-là qui ont une activité tournée vers la pêche, vers l'industrie, vers ce qui fait le secteur primaire de la France. J'attire votre attention sur les candidats à la Présidentielle et aux Législatives, qui porteront cet avenir industriel. Je dois dire qu'on y travaille très fortement, vous vous en doutez, en tout cas avec le candidat Pierre Dharreville pour les élections législatives et bien sûr le candidat Mélenchon qui va venir le 9 avril sur Marseille. C'est quelque chose qui nous tient à cœur car nous ici à Port de Bouc, nous avons vu ce qu'était la présence de

l'industrie et sans absence. Aujourd'hui nous dépendons du bassin de Fos, du Bassin de Lavéra et c'est carrément autre chose car les entreprises que nous avons à la Zone Industrielle de La Grand-Colle dépendent de ces bassins d'emplois. C'est donc très important pour nous de porter ces questions-là très fortes.

Sur la ville de Port de Bouc, nous continuerons à valoriser ce travail de l'industrie et plus précisément sur notre ville à vocation maritime. Vous le savez, le chantier naval qui s'agrège à toutes ces entreprises déjà présentes et qui elles aussi ont lutté il n'y a pas si longtemps pour justement exister. Et cela dans le port avec une réglementation qui doit être appliquée et qui devrait normalement évoluer positivement et non négativement, comme voir arriver des pavillons étrangers qui enlèveraient le travail sur le port. Toutes ces questions sont importantes donc ce soir je voulais que le conseil municipal soit informé et en tout cas, pour ma part, et j'en ai discuté avec mes collègues du groupe de la majorité, non seulement adresser nos sincères félicitations, notre profond respect pour cette lutte, pour la dignité qu'ont menée ces salariés de Endel dont une vingtaine de Port de Boucains. Ils n'ont rien lâché et cela nous a redonné notre dignité à tous. Bravo, félicitations et merci pour cette lutte.

Parfois c'est important de faire rentrer dans la vie municipale tout ce qui se passe autour, parce que souvent nos Port de Boucains nous interrogent sur l'emploi, sur le logement qui sont des compétences, je le répète, qui ne sont pas municipales mais pour répondre à des choses qui parfois circulent dans mon dos mais pas en face, je n'ai jamais dit que je n'avais rien avoir avec le logement. J'ai simplement dit que ce n'était pas une compétence municipale et que si nous prenons la compétence d'instruire un numéro unique, c'est pour aider nos concitoyens à avoir des dossiers plus rapidement constitués. Quant à la commission d'attribution, les adjointes qui y ont toujours siégé, défendent

les dossiers des Port de Boucains mais ce ne sont pas elles qui disent oui ou non pour un logement encore moins Madame le Maire. Par contre je l'ai toujours dit, ce sont des avocates gratuites, convaincues, convaincantes pour essayer de défendre les propositions formulées par la municipalité ; mais je sais que vous connaissez les règles et bon je renvoie un petit peu à l'adresse que j'ai formulée avec beaucoup de solennité car je suis particulièrement attaquée en ce moment mais je porte plainte pour ces problèmes là et quand on a quelque chose à se dire, c'est bien de se le dire en face. C'est ça aussi qui redore la politique.

Eric Simitsidis. - Concernant la précision du tableau, l'erreur est sur la surface. Il s'agit de de 30m², comme c'est un garage, c'est 120 euros le m² ce qui explique les 3 600 euros. Donc nous avons bien encaissé 3 600 euros. La personne trouvait que la surface ne correspondait pas donc nous avons fait appel à un géomètre qui est allé mesurer précisément et il y a en fait 27 m². Nous allons rembourser Madame SEPTE GERMAIN, 3m² à 120 euros soit 360 euros. Donc c'est bien ce que nous avons encaissé.

Mme le Maire. - Merci pour cette précision.

Merci chers collègues, l'ordre du jour étant épuisé, je propose que nous levions la séance.

La séance du Conseil Municipal est levée à 18 H 45.